

Les Ministres des finances, les Gouverneurs des Banques centrales et les Présidents des institutions régionales de la Zone franc se sont réunis le lundi 8 avril 2013 à Dakar, sous la présidence de M. Amadou KANE, Ministre de l'économie et des finances de la République du Sénégal. M. Abdoul MBAYE, Premier Ministre de la République du Sénégal, a ouvert les travaux.

Les participants ont échangé sur la situation économique des pays africains membres de la Zone franc et de la Zone euro. Ils se sont félicités du niveau soutenu de l'activité économique au cours de l'année 2012 dans la plupart des pays de la Zone franc. Ainsi, la croissance a nettement rebondi dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), passant de 0,8% en 2011 à 6% en 2012, notamment sous l'effet de la forte reprise en Côte d'Ivoire, des résultats du secteur minier et de la bonne récolte agricole. La dynamique de croissance s'est poursuivie dans la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) avec un taux de 5,6%, contre 4,6% en 2011, tirée par la vigueur du secteur non pétrolier. La croissance s'est améliorée également aux Comores, pour atteindre 3%, contre 2,6% en 2011, en raison de la forte activité du secteur des BTP et d'une bonne campagne agricole. Les participants ont relevé des perspectives favorables pour l'année 2013, avec une accélération de la croissance dans l'ensemble de la Zone franc et la poursuite de la consolidation budgétaire des Etats.

Les Ministres, les Gouverneurs et les Présidents d'institutions régionales ont également convenu de renforcer leurs efforts pour assurer la convergence des politiques macro-économiques, dans un contexte d'incertitudes persistantes sur la conjoncture mondiale, en portant une attention particulière à l'inflation, à la soutenabilité des finances publiques et à la situation des arriérés de paiement. En ce qui concerne la convergence réelle, ils ont invité les Commissions à rechercher les mesures permettant de lever les obstacles au commerce intracommunautaire et demandé que la libre circulation des personnes soit rendue effective dans tous les pays. Tout en observant des progrès significatifs du climat des affaires dans certains pays membres, ils ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts dans ce domaine afin de renforcer l'attractivité internationale de la Zone franc à des fins d'investissement et d'amélioration de la croissance potentielle.

Dans le prolongement de l'étude de la FERDI présentée le 5 octobre 2012 sur les gains de croissance à attendre d'un renforcement de l'intégration économique régionale, estimés à au moins 2 points de PIB par an, les Ministres, les Gouverneurs et les Présidents ont créé un groupe de travail, animé par les Commissions et Banques centrales, chargé d'identifier des mesures concrètes à prendre dans différents domaines de politique économique, et en ont fixé les orientations. Ses travaux porteront d'abord sur les politiques d'infrastructures, puis sur les politiques sectorielles, l'intégration commerciale et fiscale et enfin, l'intégration financière et bancaire. Les Ministres ont reconnu l'importance de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour établir des groupes régionaux reconnus par le GAFI, ce qui

nécessite une mise à niveau des réglementations locales et un renforcement des dispositifs nationaux de lutte contre le blanchiment.

Les Ministres, les Gouverneurs et les Présidents d'institutions régionales ont examiné le rapport, présenté par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), sur la gestion des participations publiques par les Etats de la Zone franc. Ils ont convenu de la nécessité de renforcer le cadre institutionnel et juridique de la gestion des participations publiques, de manière harmonisée dans chaque sous-région. La gestion des participations publiques doit s'exercer selon des normes strictes, notamment en matière d'organisation et de coordination des tutelles, de prévention des conflits d'intérêts et de compétences, de contrôle et de gouvernance des entreprises. En vue de diffuser les bonnes pratiques, ils ont reconnu le besoin de développer un réseau d'experts dans chaque Union, dont l'animation sera confiée aux banques sous-régionales de développement .

Les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions régionales se sont également entretenus de l'actualité des institutions multilatérales afin d'y porter des messages communs lors des prochaines réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, qui auront lieu à partir du 18 avril 2013 à Washington. Ils ont salué le fait que la plupart des États membres de la Zone franc ont désormais ratifié la réforme de 2010 de la gouvernance du FMI, qui procède à un rééquilibrage de l'institution destiné à mieux refléter les réalités actuelles de l'économie mondiale. Ils ont appelé tous les pays qui n'ont pas ratifié cette réforme à le faire rapidement. Les participants ont également salué l'affectation des surprofits des ventes d'or du FMI au Fonds fiduciaire pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance, et ont rappelé leur attachement à ce que l'Afrique subsaharienne bénéficie plus particulièrement de ce Fonds. Ils ont invité les pays qui n'ont pas encore donné leur consentement à l'utilisation de ces surprofits à le faire le plus vite possible. Ils ont enfin souscrit à la priorité stratégique accordée par la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement aux Etats fragiles.

Dans ce contexte, les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions régionales se sont félicités du soutien apporté aux autorités maliennes, par la France, les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le Tchad et de nombreux autres Etats, pour recouvrer l'intégrité territoriale du pays et achever la transition politique. Les participants ont salué les initiatives visant à accompagner la stabilisation et la relance économique du pays, en premier lieu la conférence des donateurs co-présidée par l'Union européenne et la France, qui se tiendra le 15 mai à Bruxelles. Ils ont plus particulièrement appelé à la mobilisation des instruments régionaux de l'UEMOA en faveur du Mali. Les participants ont également exprimé leur préoccupation quant à la situation en République centrafricaine et appelé à la mise en œuvre de la transition politique dans ce pays, sous l'égide de la

Communauté économique des Etats d'Afrique centrale et avec le soutien de l'Union africaine et de la communauté internationale.

Les Ministres, Gouverneurs et Présidents d'institutions régionales ont chaleureusement remercié les autorités sénégalaises pour la qualité de l'organisation de cette réunion et pour l'accueil réservé aux participants. Ils ont accepté l'invitation des autorités françaises de tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Paris le 3 octobre 2013.

1 Fondation pour les études et recherches sur le développement international.

2 Banque ouest-africaine de développement et Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale.